

Dr. Zahra DAVARPANAH¹ Dr. Amir Masoud AHMADI²



DU GEL STRATÉGIQUE À LA CONVERGENCE CIVILISATIONNELLE : RÔLE DE LA DIPLOMATIE CULTURELLE ET DE FOI DANS LA RECONSTRUCTION DU NOUVEL ORDRE POST-2026 DANS LE GOLFE PERSIQUE

Résumé : La présence de bases militaires américaines dans les pays voisins de l’Iran a toujours été considérée comme l’un des principaux facteurs de tension dans l’ordre sécuritaire du Golfe persique. Avec la survenue des « chocs géopolitiques de février 2026 » et l’agression contre les infrastructures stratégiques iraniennes, cette présence militaire a changé de nature, passant d’un « protecteur sécuritaire » à une « source de menace existentielle » pour les pays hôtes eux-mêmes. Cet article vise à expliciter la place de la diplomatie culturelle et de foi de la République islamique d’Iran et des États membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) dans l’atténuation des frictions géopolitiques et la sortie de l’impasse du « gel stratégique » dans la région du Golfe persique à la suite des bouleversements décisifs de février 2026. La présente recherche, mobilisant une méthode descriptive-analytique et s’inscrivant dans le cadre théorique du « constructivisme » de « l’École française » (l’humiliation chez Bertrand Badie) et de la « *English School* », analyse le passage de « l’angoisse ontologique » à la « sécurité endogène ». Les résultats de l’étude montrent que le modèle traditionnel de la « sécurité locative » (fondé sur les puissances extrarégionales) a perdu son efficacité dans l’espace post-choc de 2026, plongeant la région dans une crise d’identité et de sécurité. Dans cette perspective, l’article soutient que la diplomatie de foi iranienne, en se redéfinissant sous le paradigme d’un « islam civilisationnel » et en dépassant les lectures confessionnalistes, peut agir comme un parapluie fédérateur. En

1. Doctorat en didactique du FLE, Professeure invitée à la Faculté des études mondiales, Université de Téhéran (Téhéran, Iran).

2. Doctorat en Sociologie, Université islamique Azad (Téhéran, Iran).

refusant le réductionnisme politique, cet essai repose sur l'hypothèse audacieuse selon laquelle le catalyseur pour sortir de l'impasse actuelle ne se trouve pas dans les chambres closes de la diplomatie officielle, mais dans « l'institutionnalisme multilatéral fondé sur le patrimoine » ; là où l'ICESCO et l'UNESCO peuvent ériger un pont civilisationnel sur les ruines issues du choc de 2026. Les résultats indiquent que la diplomatie culturelle et de foi n'est pas seulement un instrument de « *soft power* », mais une « nécessité géopolitique » pour la reconstruction de l'ordre régional. La proposition finale de l'article est de passer des logiques de bloc sécuritaire à une « organisation de convergence civilisationnelle » dans le Golfe persique, où les « liens civilisationnels et confessionnels » se substituent aux compétitions armementistes et à la dépendance à l'égard des acteurs extrarégionaux.

Mots-clés : Diplomatie de foi, Golfe persique, Choc de 2026, Islam civilisationnel, Institutionnalisme multilatéral, Sécurité ontologique.

FROM STRATEGIC FREEZE TO CIVILIZATIONAL CONVERGENCE: THE ROLE OF CULTURAL AND FAITH-BASED DIPLOMACY IN THE RECONSTRUCTION OF THE POST-2026 NEW ORDER IN THE PERSIAN GULF

Abstract: *The presence of American military bases in countries neighboring Iran has always been considered one of the main sources of tension in the security order of the Persian Gulf. With the occurrence of the «February 2026 geopolitical shocks» and the aggression against Iranian strategic infrastructure, this military presence has changed in nature, shifting from a «security protector» to a «source of existential threat» for the host countries themselves. This article aims to elucidate the role of cultural and faith-based diplomacy by the Islamic Republic of Iran and the GCC member states in mitigating geopolitical tensions and breaking the impasse of the «strategic freeze» in the Persian Gulf region following the decisive upheavals of February 2026. Employing a descriptive-analytical method and grounded in the theoretical frameworks of «constructivism,» the «French Schools» (including Bertrand Badie's critique), and the «English School,» this research analyzes the shift from «ontological anxiety» to «endogenous security.» The study's findings demonstrate that the traditional model of «locative security» (based on extra-regional powers) has lost its effectiveness in the post-2026 shock landscape, plunging the region into a crisis of identity and security. From this perspective, the article argues that Iranian faith-based diplomacy, by redefining itself under the paradigm of a «civilizational Islam» and transcending sectarian interpretations, can act as a unifying force. Rejecting political reductionism, this essay rests on the bold hypothesis that the catalyst for overcoming the current impasse lies not in the closed chambers of official diplomacy, but in «multilateral institutionalism based on heritage,» where ICESCO and UNESCO can build a civilizational bridge over the ruins left by the 2026 shock. The findings indicate that cultural and faith-based diplomacy is not merely an instrument of «soft power,» but a «geopolitical necessity» for the reconstruction of regional order. The article's final proposal is to move from security bloc logics to an «organization of civilizational convergence» in the Persian Gulf, where «civilizational and religious ties» replace arms competition and dependence on extra-regional actors.*

Key words: *Diplomacy of faith, Persian Gulf, 2026 shock, Civilizational Islam, Multilateral institutionalism, Ontological security.*

AU PRINTEMPS 2026, LE MOYEN-ORIENT traverse une période de transition, sortant de l'une des phases les plus tendues de son histoire. Les agressions militaires directes des États-Unis et du régime israélien en février 2026 contre les infrastructures vitales et les symboles souverains de la République islamique d'Iran ont non seulement modifié la géographie du conflit, mais ont également profondément transformé la « logique sécuritaire » dans la région. Ces événements, désignés dans la littérature stratégique comme les « chocs de février », ont mis en lumière plus que jamais le rôle double et problématique des pays voisins de l'Iran (notamment l'Arabie saoudite, le Qatar, Bahreïn, le Koweït et les Émirats arabes unis), qui abritent des bases militaires américaines.

Pour saisir la profondeur de cette crise, il convient de revenir sur l'historique de la présence militaire américaine dans la région. Comme le montre Manuel Dorion-Soulié dans son étude sur le CENTCOM, « *l'alliance des États-Unis avec les monarchies du Golfe apparaît comme un axe si privilégié de la stratégie américaine qu'on peine à imaginer que la présence militaire américaine dans la région ne remonte qu'à la fin des années 1970* »³. Selon lui, « *le nombre de soldats américains déployés dans le Golfe est passé de zéro au début de l'année 1979 à 350 000 en 1983* »⁴. Jean-Loup Samaan souligne également que « *le Pentagone a progressivement décidé, en réaction aux crises et aux guerres qui ont affecté la région, d'installer un dispositif militaire dans le Golfe persique* »⁵. Cette hyper-militarisation, que Samaan et Dorion-Soulié ont minutieusement décrite, a en réalité engendré une forme d'« aliénation géopolitique » pour les acteurs régionaux. En d'autres termes, les États du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) sont pris dans un piège paradoxal que Bertrand Badie nomme la « *puissance impuissante* » : une puissance qui, plus elle accumule les instruments matériels et militaires, plus elle se révèle incapable de produire une sécurité durable et endogène.

Le problème central de cette recherche découle d'une contradiction géopolitique : alors que les pays hôtes des bases militaires considéraient la présence des forces extrarégionales comme « garante de leur sécurité », la survenue des affrontements directs au début de l'année 2026 a prouvé que ces bases, loin de jouer un rôle dissuasif, étaient devenues des « foyers de production de friction » et une source

3. Dorion-Soulié M., « Les États-Unis comme puissance moyen-orientale : brève histoire du CENTCOM », dans *20/21, Revue d'histoire*, N° 153, p. 79.

4. *Ibidem.*, p. 80.

5. Samaan Jean-Loup, « Les États-Unis dans le Golfe persique : la realpolitik d'Obama à l'épreuve ? », dans *Hérodote*, N° 149, 2013/2, p. 25.

de menace pour les voisins. Cette situation a plongé la région dans un dilemme sécuritaire où tout renforcement militaire américain sur ces bases conduit automatiquement à une escalade des tensions et à une érosion de la confiance mutuelle entre l'Iran et les capitales arabes.

Dans cet espace post-crise obscurci par les incertitudes, les instruments traditionnels de la diplomatie classique et de l'équilibre des puissances dures ne suffisent plus à réparer les fractures créées. Dans cette optique, Simbar estime que la diplomatie religieuse et de foi, au XXI^e siècle, est passée d'un outil marginal à un « *paradigme résolutoire* » dans les régions en crise⁶. Il soutient que lorsque les structures matérielles de la puissance (telles que les bases militaires) aboutissent à une impasse, ce sont les « *communautés ontologiques* » et la foi transnationale qui peuvent offrir un nouvel espace de respiration aux acteurs. Dès lors, la nécessité de revenir à une « *diplomatie culturelle* » non pas comme une activité décorative, mais comme un instrument stratégique, se fait sentir plus que jamais. La question clé est la suivante : comment mobiliser les héritages civilisationnels partagés, le patrimoine religieux et les liens interculturels pour modifier la « *perception de la menace* » dans les pays hôtes ?

Cette recherche, en se concentrant sur les évolutions post-choc de 2026, cherche à démontrer l'hypothèse suivante : la diplomatie culturelle et de foi, en restaurant une « identité régionale commune » et en mettant l'accent sur les capacités civilisationnelles et religieuses, peut traverser les couches dures de la sécurité et, en érodant la légitimité de la présence militaire étrangère dans l'opinion publique régionale, réduire au minimum les frictions géopolitiques entre l'Iran et ses voisins. En effet, l'objectif de cet article est de passer du concept de « sécurité militaro-centrée » à une « sécurité culturelle et de foi » dans le nouvel ordre régional.

1. Cadre théorique intégré

1.1. Constructivisme et sécurité ontologique

Le cadre macro-théorique de cette recherche s'appuie sur la théorie constructiviste d'Alexander Wendt. Conformément à celle-ci, des notions telles que la « sécurité » et la « menace » sont analysées comme des constructions sociales et identitaires. Cette approche permet au chercheur d'examiner, au-delà d'une vision strictement militaro-centrée, comment la « diplomatie culturelle » peut modifier

6. Simbar R., « Évolution de la diplomatie religieuse et de foi au XXI^e siècle » [Persan], dans *Revue trimestrielle de politique étrangère*, 2025.

la perception des élites des pays hôtes à l'égard de l'Iran et atténuer les frictions géopolitiques⁷.

Pour compléter ce cadre, le concept de « *sécurité ontologique* », introduit par Anthony Giddens et développé dans le champ des relations internationales par Jennifer Mitzen, est mobilisé. La sécurité ontologique renvoie à « *la sécurité non seulement de la survie physique, mais aussi de l'identité et de l'être d'un acteur* »⁸. Les pays hôtes des bases (notamment le Koweït, les Émirats arabes unis, le Qatar et Bahreïn) ont, après les agressions de 2026 contre l'Iran, sombré dans une « *angoisse ontologique* » : leur identité islamo-régionale se trouve en contradiction avec leur rôle politique en tant que « *facilitateurs des frappes occidentales* ». Cette situation peut être analysée dans le cadre du « *complexe de sécurité* » de Barry Buzan, selon lequel « *les processus sécuritaires deviennent si interdépendants que leurs problèmes de sécurité ne peuvent être étudiés séparément* »⁹. Cette angoisse ontologique dans les capitales arabes ne procède pas d'une peur physique de la guerre, mais d'une « *rupture identitaire* ». Ces acteurs se perçoivent comme tiraillés entre deux pôles antagonistes : une identité islamique et de voisinage avec l'Iran, et une allégeance contrainte aux pactes de sécurité occidentaux. Cette « *hésitation identitaire* » est précisément le terrain sur lequel la diplomatie de foi peut intervenir en tant qu'« *ancrage apaisante* ».

1.2. La diplomatie culturelle dans l'École française

Dans la tradition théorique française, la diplomatie n'est pas envisagée seulement comme une action étatique, mais comme une « *institution et pratique sociales* ». Thierry Balzacq, Frédéric Charillon et Frédéric Ramel, dans leur ouvrage collectif intitulé *Diplomatie globale* (2020), soulignent que la diplomatie contemporaine a dépassé le seul cadre étatique pour inclure un large éventail d'acteurs, notamment les institutions culturelles, les organisations non gouvernementales et même les individus¹⁰. Dans cette recherche, le concept de « *sécurité locative* » est analysé en

7. Wendt Alexander, *Social theory of international politics*, Cambridge (UK) & New York, 1999, 429 p.

8. Mitzen Jennifer, « Ontological security in world politics: State identity and the security dilemma », dans *European Journal of International Relations*, Vol. 12, N° 3, 2006, p. 341.

9. Buzan Barry, Wæver Ole, *Regions and powers: The structure of international security*, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2003, p. 44.

10. Balzacq Thierry, Charillon Frédéric, Ramel Frédéric, *Diplomatie globale : Introduction à la théorie et à la pratique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, 398 p. (original en anglais sous le titre *Global diplomacy: An introduction to theory and practice*, Palgrave Macmillan).

contrepoint de la pensée de Bertrand Badie¹¹. Il est impossible d'évoquer les divergences actuelles dans la région du Golfe persique sans considérer le paradigme de « *l'humiliation dans les relations internationales* ». Ce que Bertrand Badie expose dans son ouvrage *Le temps des humiliés* (2014)¹² n'est pas seulement une théorie sociologique, mais une clé pour comprendre la frustration civilisationnelle dans l'espace post-choc de 2026. En réalité, la « sécurité locative », qui a dominé la scène politique du CCG pendant des décennies, agit aujourd'hui comme une épine dans la plaie, entravant l'émergence d'une diplomatie organique.

Cette structure sécuritaire a-t-elle été source de stabilité, comme le prétendent les réalistes anglo-saxons ? Les preuves empiriques indiquent que non. Bien au contraire, selon l'approche de l'École française de sociologie des relations internationales, ce modèle sécuritaire n'a fait que reproduire « l'exclusion de l'acteur central » (l'Iran). Bertrand Badie nous enseigne que tout ordre fondé sur l'humiliation et l'ignorance de « l'autre civilisationnel » est voué à l'effondrement. Par conséquent, le choc de 2026 ne doit pas être considéré comme un simple événement militaire, mais comme le « point de bascule de la révolte de la géographie contre la sécurité importée ». Dans cette perspective, la diplomatie culturelle présente trois caractéristiques clés : premièrement, un activisme non étatique qui lui permet de continuer à fonctionner lorsque les relations officielles sont rompues ; deuxièmement, un recours aux symboles et aux rites pour façonner les perceptions et reproduire les identités ; troisièmement, une communication et une persuasion du public par des moyens symboliques et artistiques. La critique de la sécurité locative peut s'expliquer non seulement par l'École française, mais aussi dans le cadre des théories locales et des métathéories des relations internationales¹³. Ce dernier estime que sans prendre en compte les représentations identitaires et métathéoriques, on ne peut comprendre la logique d'action des acteurs dans la région du Golfe persique. Dans cette optique, la diplomatie culturelle n'est pas un « appendice fantaisiste », mais le cœur dur de la politique étrangère dans l'espace post-crise, capable de transformer le « dilemme de sécurité » en « opportunité de convergence ».

11. Badie Bertrand, *L'impuissance de la puissance : Essai sur les nouvelles relations internationales*, Paris, Fayard, 2004, 240 p.

12. Badie Bertrand, *Le temps des humiliés : Pathologie des relations internationales*, Paris, Odile Jacob, 2014, 250 p.

13. Dehghani Firouzabadi Seyed Jalal, *Théories et métathéories en relations internationales* [Persan], SAMT, 2023.

1.3. Capital symbolique et diplomatie de foi

L'analyse de la stratégie iranienne montre que ce pays, face aux bases militaires américaines, cherche à substituer au « *hard power* » le « capital symbolique ». Selon la théorie de Pierre Bourdieu (1991)¹⁴, le pouvoir symbolique est la capacité de construire la réalité et d'orienter les perceptions. En s'appuyant sur le « capital religieux » commun dans la région, l'Iran a redéfini la présence militaire étrangère non comme une « garantie de sécurité », mais comme une « violation de la dignité civilisationnelle ».

Dans ce cadre, la « diplomatie de foi » apparaît comme une branche plus spécialisée de la diplomatie culturelle. Cette approche insiste sur le rôle de la « religion » en tant que variable indépendante dans la résolution des conflits¹⁵. Olivier Roy montre également qu'à l'époque contemporaine, la religion est devenue un « *marqueur identitaire global* »¹⁶. En prenant conscience de cette réalité, la diplomatie iranienne a transformé la sécurité d'une variable matérielle en une « construction identitaire ».

1.4. L'English School et l'ordre civilisationnel

L'English School des relations internationales, en proposant le cadre du « réalisme constructiviste », permet d'articuler intérêts matériels, identités et normes. Hedley Bull, dans son ouvrage classique *The Anarchical Society* (1977), soutient que l'ordre international n'est pas assuré par un État mondial, mais par des « *institutions communes* » (règles, lois et institutions diplomatiques)¹⁷.

Selon le cadre de Barry Buzan, la sécurité dans le Golfe persique doit être déplacée du secteur militaire vers le secteur identitaire ; processus que cet article nomme la « *déssectorisation culturelle* »¹⁸. Cette approche revêt une importance particulière au regard des tensions historiques entre les pays de la région, évoquées par Samaan¹⁹ – notamment la rivalité entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

14. Bourdieu Pierre, *Language and symbolic power*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 1991.

15. Johnston Douglas (ed.), *Faith-based diplomacy: Trumping realpolitik*, Oxford & New York, Oxford University Press, 2003, 270 p.

16. Roy Olivier, *Globalized Islam: The search for a new Ummah*, New York, Columbia University Press, 2004, pp. 78-102.

17. Bull Hedley, *The anarchical society: A study of order in world politics*, Londres, Macmillan, 1977, 335 p.

18. *Op. Cit.*, Buzan Barry, Wæver Ole, *Regions and powers...*

19. *Op. Cit.*, Samaan Jean-Loup, « Les États-Unis dans le Golfe persique... », p. 28.

1.5. Cadre intégré de la recherche

Cet article mobilise le cadre intégré suivant : le constructivisme (Wendt) pour analyser la construction sociale de la menace ; la sécurité ontologique (Mitzen) pour comprendre la crise identitaire des pays hôtes ; l'École française (Bourdieu, Badie, Roy, Balzacq) pour analyser la diplomatie culturelle et le capital symbolique ; et l'*English School* (Bull, Buzan) pour concevoir le nouvel ordre civilisationnel. Cette intégration permet au chercheur de couvrir à la fois les dimensions matérielles et les dimensions identitaires des frictions géopolitiques.

1.6. Redéfinition de la diplomatie de foi : de la divergence religieuse à la convergence civilisationnelle

Dans ce contexte, le passage d'une « diplomatie religieuse réductionniste » vers le paradigme de « l'islam civilisationnel » n'est pas un choix tactique, mais une nécessité existentielle pour sortir de « l'anomie régionale ». Comme Olivier Roy, en expliquant le phénomène de « *l'islam mondialisé* », nous met en garde : toute insistance sur des identités juridico-théologiques rigides dans l'espace post-2026 pourrait agir comme de l'essence sur le feu des frictions géopolitiques²⁰. Par conséquent, la diplomatie iranienne, en relisant le concept de « *capital symbolique* » (Bourdieu, 1991), doit reproduire la « foi » non comme une frontière de séparation, mais comme « *l'esprit d'un monde sans âme* » (pour reprendre l'expression de Foucault à propos de la révolution iranienne). Cette redéfinition permet aux élites du Golfe de sortir du piège de « *l'angoisse ontologique* » (Mitzen, 2006) et, au lieu de se réfugier sous les parapluies sécuritaires étrangers, de retrouver leur « dignité civilisationnelle » commune ; là où la foi devient un catalyseur de coexistence, non un instrument d'hégémonie.

Comme Olivier Roy met en garde dans son analyse de « *l'islam mondialisé* », la mise en avant de marqueurs religieux particularistes dans des environnements fragmentés a le potentiel de devenir un outil de confrontation²¹. Dès lors, dans cette recherche, la diplomatie de foi n'est pas entendue comme la promotion d'une religion particulière (prosélytisme), mais est redéfinie dans le cadre du paradigme de « l'islam civilisationnel » et des « valeurs abrahamiques partagées ». Cette approche, au lieu de se concentrer sur les couches juridico-théologiques distinctes (qui ont été sources de frictions historiques), insiste sur « l'éthique publique islamique globale » et l'héritage civilisationnel commun qui a garanti pendant des

20. *Op. Cit.*, Roy Olivier, *Globalized Islam...*

21. *Ibidem.*

siècles une coexistence pacifique entre Perses et Arabes. Dans le cadre de la « *sécurité ontologique* » (Mitzen, 2006), cette redéfinition permet aux élites des pays hôtes de percevoir l’Iran non comme un « pôle religieux rival », mais comme un « partenaire civilisationnel » face aux menaces identitaires communes (issues du sécularisme agressif et des interventions extrarégionales). En d’autres termes, la diplomatie de foi dans cet article se concentre sur le « capital symbolique » commun qui reproduit la dignité civilisationnelle de la région au-delà des frontières religieuses et empêche que la foi ne devienne un instrument du « choc des civilisations » à l’intérieur même du monde musulman.

2. Méthodologie de la recherche

Cette recherche est, du point de vue de son objectif, appliquée, et, du point de vue de sa nature et de sa méthode, descriptive-analytique. Compte tenu de la nature des variables qualitatives (culture et diplomatie de foi), la méthode utilisée dans cet article est l’étude de cas multiple. Le *focus* de cette étude porte sur les pays suivants : Qatar, Bahreïn, Koweït et Émirats arabes unis, dans la période postérieure aux « chocs de février 2026 ». Cette méthode permet au chercheur d’analyser minutieusement l’impact de la variable « diplomatie culturelle » dans les contextes politiques distincts de chacun de ces pays²².

La collecte des données dans cette recherche a été effectuée par voie bibliographique et documentaire. Ainsi, les énoncés culturels et religieux échangés entre l’Iran et ses voisins ont été extraits, et leur influence sur la réduction des tensions découlant de la présence des bases américaines a été évaluée à trois niveaux : celui des élites, celui des États, et celui de l’opinion publique.

3. Analyse des chocs géopolitiques de 2026 ; failles sécuritaires et secousses géoéconomiques

Les événements de février 2026, qui ont débuté par l’agression aérienne des États-Unis et du régime israélien contre les centres stratégiques iraniens, ont fait s’effondrer « l’ordre établi » dans le Golfe persique. Ces chocs, au-delà d’un simple affrontement militaire, ont transformé les infrastructures intellectuelles de la sécurité dans la région.

22. Yin Robert K. *Case study research and applications: Design and methods* (6th éd.), Thousand Oaks (California), Sage Publications, 2018, 319 p.

3.1. Effondrement du paradigme de la sécurité locative

Jusqu'en 2026, les pays hôtes (Arabie saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn et Émirats arabes unis) croyaient que l'accueil de bases militaires américaines constituait une forme de garantie sécuritaire pour eux. Mais les chocs de 2026 ont prouvé que ces bases non seulement n'ont pas empêché la guerre, mais qu'en raison de leur rôle de plateformes d'attaque contre l'Iran, elles ont transformé ces pays en « cibles potentielles des réponses défensives iraniennes ». Comme le montre Dorion-Soulié, les fondations de la présence militaire américaine dans la région se sont construites en réaction à des crises – notamment la chute du *Shah* d'Iran en 1979 et la guerre Iran-Irak²³. Selon lui, « après l'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990, les familles royales du Golfe ont surmonté leurs inquiétudes antérieures et n'ont vu aux États-Unis que la seule puissance capable de résoudre la crise créée par Saddam Hussein »²⁴. Mais le choc de 2026 a montré que ces mêmes bases peuvent devenir une source de menace.

3.2. Une géoéconomie vacillante ; des couloirs commerciaux aux corridors militarisés

Le choc de 2026 a porté un coup sévère aux projets géoéconomiques de la région. L'insécurité dans le Golfe persique et la mer d'Oman a fait grimper les coûts de transit et d'assurance maritime à des niveaux sans précédent. Dans cet espace, les pays de la région ont pris conscience que leur développement économique est directement lié à la « stabilité de l'Iran ». En réalité, les « bases militaires américaines » sont devenues l'ennemi du « développement économique régional ». Samaan souligne qu'« en dépit de la détérioration de l'environnement diplomatique entre les États-Unis et les monarchies du Golfe, chaque partie maintient pragmatiquement une coopération sécuritaire perçue comme mutuellement bénéfique »²⁵. Mais le choc de 2026 a bouleversé ce calcul pragmatique et montré que les coûts de l'accueil des bases peuvent dépasser de loin ses bénéfices.

3.3. Vacuité sécuritaire et question de la possibilité d'une diplomatie culturelle dans des conditions de confrontation persistante

Après le martyre de l'*ayatollah* Khamenei, d'un groupe de hauts commandants militaires et de responsables politiques de la République islamique d'Iran, certaines

23. *Op. Cit.*, Dorion-Soulié M..., p. 81.

24. *Op. Cit.*, Dorion-Soulié M..., p. 86.

25. *Op. Cit.*, Samaan Jean-Loup..., p. 34.

prévisions initiales envisageaient un possible « tournant stratégique » dans la politique étrangère iranienne post-chocs de 2026. Mais la réalité du terrain a contredit cette hypothèse. L'installation d'une nouvelle direction en Iran et l'affirmation explicite par l'*ayatollah* Seyyed Mojtaba Khamenei de la continuité de la « doctrine de la résistance active » témoignent d'une continuité stratégique dans la politique défensive iranienne. L'échec des négociations d'Islamabad en avril 2025 (1404 du calendrier persan) tient moins à des impasses techniques qu'à la collision de deux « noyaux durs identitaires ». En effet, tandis que Washington cherchait à imposer un ordre post-guerre, Téhéran, en s'appuyant sur le « droit à la souveraineté absolue sur le détroit d'Ormuz » et en rejetant toute transaction sur les infrastructures défensives, a montré que la sécurité dans le Golfe persique ne saurait faire l'objet de « marchandages humiliants ». C'est ici qu'apparaît le concept de « gel stratégique » : une situation où la diplomatie officielle a abouti à une impasse et où la région attend un « nouveau langage » pour dialoguer. Dans cet espace d'impasse, la question principale est la suivante : existe-t-il un instrument pour gérer les frictions et empêcher la région d'entrer dans un nouveau cycle d'affrontement militaire ?

C'est ici que se formule l'hypothèse de cette recherche : la diplomatie culturelle et de foi, malgré l'absence d'engagement favorable des parties à l'heure actuelle, pourrait agir comme un « instrument complémentaire et d'urgence » dans les conditions de gel stratégique. Cette hypothèse repose sur trois présupposés :

Premièrement : la diplomatie culturelle est principalement mise en œuvre par des acteurs non étatiques (savants, universitaires, artistes, commerçants et diaspora) et peut donc contourner les blocs officiels des négociations qui ont abouti à un échec²⁶.

Deuxièmement : les communautés civilisationnelles et religieuses profondes entre l'Iran et les pays hôtes (notamment l'héritage irano-islamique commun, les rites religieux partagés et les liens historiques de la langue persane) offrent un terrain qui peut être activé même en cas de rupture des relations officielles²⁷.

Troisièmement : les coûts de la persistance du *statu quo* (instabilité économique, insécurité des investissements, persistance de la crise identitaire des pays hôtes) sont si élevés que tôt ou tard, ils pousseront les parties à rechercher des solutions non officielles²⁸.

26. *Op. Cit.*, Balzacq Thierry, Charillon Frédéric, Ramel Frédéric...

27. *Op. Cit.*, Bourdieu Pierre... ; *Op. Cit.*, Roy Olivier....

28. *Op. Cit.*, Dorion-Soulié..., p. 89.

4. Prévisions finales du conflit

Au début de la guerre de 2026, les analystes stratégiques avaient esquissé quatre prévisions probables : le « démembrement de l’Iran », le « printemps de Téhéran », le « grand marchandage » et le « gel stratégique ». Cependant, les événements sur le terrain au printemps 2026, puis les négociations d’avril 2026 à Islamabad, ont invalidé la plupart de ces prévisions. Ce qui s’est produit sur le terrain n’a pas été un affaiblissement de l’Iran, mais bien un échec stratégique du projet américanisationniste. Par ailleurs, contrairement à certaines prévisions initiales, aucun « virage stratégique » n’est intervenu dans la politique étrangère iranienne, et la nouvelle direction iranienne a poursuivi exactement la même ligne que précédemment. Les négociations d’Islamabad ont également échoué complètement. Sur cette base, les prévisions probables dans l’horizon post-choc de 2026 sont redéfinies comme suit.

4.1. Première prévision : « l’échec analytique et militaire américain » (advenu)

Contrairement aux prévisions d’un « démembrement de l’Iran » ou d’un « printemps de Téhéran », la guerre de 2026 n’a été accompagnée d’aucun des effondrements annoncés à l’intérieur du pays. L’échec de la stratégie de « guerre éclair » en 2026, au-delà d’un simple revers militaire, témoigne d’une « cécité stratégique » à Washington. Les analystes occidentaux, en réduisant la puissance iranienne à des variables matérielles, se sont révélés incapables de comprendre la « colère civilisationnelle » et la résilience issue de l’identité nationale-religieuse iranienne. C’est ici que le « capital symbolique » iranien a imposé sa supériorité sur le « matériel militaire » de l’ennemi. Sur le plan analytique également, les *think tanks* occidentaux ont connu un « échec cognitif » dans leurs prévisions des réactions iraniennes et de la résilience sociale de ce pays. Ainsi, la prévision de l’effondrement de l’Iran ne s’est pas réalisée, et ce pays s’est imposé avec plus de force encore comme un acteur stabilisateur dans la région. Ce nouveau fait a contraint les pays hôtes des bases américaines (notamment le Qatar et les Émirats arabes unis) à une redéfinition immédiate de leurs calculs sécuritaires.

4.2. Deuxième prévision : « le retrait progressif américain par une initiative arabe » (subordonné à un changement de regard des pays hôtes)

La réalisation de cette prévision est directement liée à une modification des calculs sécuritaires et identitaires des pays hôtes. Aussi longtemps que les élites dirigeantes du Qatar, des Émirats arabes unis, de Bahreïn et du Koweït n’auront pas conclu que (1) la sécurité locative américaine comporte des coûts cachés supérieurs

à ses bénéfiques, (2) que l'Iran peut être un « partenaire » plutôt qu'une « menace », et que (3) les communautés civilisationnelles et économiques avec l'Iran priment sur les points de divergence, cette prévision ne se réalisera pas.

Constatant l'inefficacité des garanties sécuritaires de Washington, certains pays arabes du Golfe sont passés à l'action de manière indépendante. Le Qatar, en pionnier de ce mouvement, a manifesté des signes de volonté de réduire sa dépendance à l'égard des États-Unis et d'expulser progressivement les forces étrangères de la base aérienne d'Al Udeid. Cette initiative, désignée dans la littérature stratégique comme la « *solution arabe pour une crise arabe* », est en train de devenir un modèle régional.

Cependant, l'échec des négociations d'Islamabad et la persistance d'une approche iranienne conflictuelle placent cette prévision dans un flou épais. Les pays hôtes, sans recevoir de garanties sécuritaires alternatives (de la part de l'Iran ou d'autres puissances comme la Chine et la Russie), ne peuvent pas simplement sortir du parapluie sécuritaire américain. Par conséquent, cette prévision ne s'est pas encore réalisée, et sa probabilité de concrétisation à court terme est faible. Sa réalisation est subordonnée à une modification des calculs sécuritaires des pays hôtes ou à la proposition d'un modèle sécuritaire alternatif par l'Iran – dont aucun des deux n'est observable dans les conditions actuelles.

4.3. Troisième prévision : « gel stratégique et persistance des frictions » (prévision la plus probable)

La méfiance mutuelle profonde, qui a atteint son paroxysme dans « l'impasse d'Islamabad », a prouvé que, dans l'espace de « gel stratégique », les mots diplomatiques ont perdu leur sens. Lorsque la « rationalité instrumentale » dans la politique officielle aboutit à une impasse, la seule voie de sortie est le retour à la « *rationalité communicationnelle* » (Habermas) sur le socle de l'héritage civilisationnel. Dès lors, la diplomatie de foi n'est pas un choix secondaire, mais la seule « soupape de confiance » pour empêcher une nouvelle explosion de la région.

Il convient toutefois de souligner que la réalisation de cette option suppose une volonté politique des acteurs impliqués, volonté qui n'est pas observable dans les conditions actuelles.

4.4. Quatrième prévision : « le miracle civilisationnel du Golfe persique » (modèle idéal hors de portée)

Après les destructions de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe s'est reconstruite non par des traités militaires, mais par des projets culturels et économiques

fondamentaux. La création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), puis de l'Union européenne (UE), fut le produit d'une « volonté politique fondée sur une convergence culturelle ». L'objectif principal de ces institutions naissantes était de « rapprocher les générations d'après-guerre » et d'empêcher la répétition des hostilités historiques. Aujourd'hui, le Golfe persique se trouve théoriquement au seuil d'une opportunité historique similaire. C'est pourquoi le modèle d'une « Union européenne du Golfe persique » est proposé comme modèle idéal : une institution allant au-delà du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Le modèle du « miracle civilisationnel », bien qu'il ressemble à une « utopie » dans l'espace post-Islamabad, constitue en réalité une « nécessité impossible ». La différence fondamentale entre le Golfe persique de 2026 et l'Europe de 1945 réside dans le fait qu'en Europe, la « volonté de convergence » l'a emporté sur « l'angoisse ontologique », alors que dans notre région, la présence écrasante de la sécurité locative a empêché l'émergence de cette volonté. Cependant, proposer ce modèle comme un « imaginaire stratégique » est nécessaire pour briser le verrouillage mental des élites et leur faire comprendre que l'impasse actuelle n'est pas la fin de l'histoire de la région. Par conséquent, cette prévision doit être considérée comme un « horizon très lointain » (des décennies, non des années) et un « modèle normatif », et non comme un scénario réalisable dans l'horizon temporel de cette recherche (post-choc 2026). Comme Jean-Loup Samaan le souligne justement, la stabilité dans le Golfe a toujours été le produit d'équilibres instables²⁹. Dès lors, le passage au « miracle civilisationnel » exige de dépasser ces équilibres fragiles pour parvenir à une « sécurité fondée sur le sens », dans laquelle l'identité de « l'autre » n'est plus définie comme une menace, mais comme un complément de soi.

5. Diplomatie culturelle et de foi, et ses solutions opérationnelles

Afin de réduire les frictions géopolitiques et de permettre la transition vers un ordre post-choc, les solutions opérationnelles suivantes sont proposées selon cinq axes.

5.1. Axe institutionnel et religieux : activation de la diplomatie de foi

Création d'un « Parlement culturel-religieux régional » : institution non étatique composée d'éminents savants de Qom, Najaf, Al-Azhar et des *muftis* des pays du Golfe, chargée d'élaborer un « Pacte d'éthique sécuritaire ». Cette institution aurait pour mission de condamner, d'un point de vue jurisprudentiel et éthique,

29. *Op. Cit.*, Samaan Jean-Loup...

toute action militaire menée depuis le territoire de pays musulmans contre des pays voisins. Cette proposition rejoint l'insistance d'Olivier Roy sur le rôle de la « *oumma virtuelle* » dans l'islam contemporain³⁰.

5.2. Axe économique et civilisationnel : les corridors de paix verte

Changement de fonction des corridors, de « économique » à « civilisationnel » : proposition de création d'un « Corridor de paix verte civilisationnel » qui lie les itinéraires de transit à des réseaux culturels et de pèlerinage. Cette mesure ferait que la sécurité de ces itinéraires ne serait plus assurée par des navires étrangers, mais par les parties prenantes locales, selon une logique de « commerce *halal* ».

5.3. Axe culturel et éducatif : diplomatie publique et diplomatie des élites

Utilisation d'une « diplomatie médiatique convergente » : création de plateformes médiatiques communes pour redéfinir les récits post-2026. Ces médias auraient pour objectif de dépasser l'« iranophobie » et de mettre l'accent sur la construction d'une « identité régionale unique » face aux interventions extrarégionales.

Rôle de la diaspora iranienne dans les pays hôtes : les membres de la communauté iranienne résidant aux Émirats arabes unis, au Koweït, à Bahreïn et au Qatar peuvent agir comme des « ambassadeurs culturels » et constituer un pont entre les deux rives de la friction.

5.4. Axe macro-politique : redéfinition des institutions régionales

Poursuite de l'adhésion de l'Iran au Conseil de coopération du Golfe (CCG) : bien que cet objectif ne semble pas réalisable à court terme, il doit être inscrit comme horizon stratégique à l'ordre du jour de la diplomatie culturelle iranienne. L'expérience historique montre que les institutions régionales ont fait preuve de flexibilité face aux grands chocs³¹.

5.5. La transition des pays arabes du Golfe de la sécurité locative vers une convergence civilisationnelle

5.5.1. Pourquoi les pays arabes du Golfe devraient-ils parvenir à cette conclusion ?

L'analyse coûts-bénéfices de long terme montre que la poursuite de la dépendance à l'égard de la « sécurité locative » comporte pour les pays hôtes quatre coûts cachés qui se révèlent progressivement :

30. *Op. Cit.*, Roy Olivier...

31. *Op. Cit.*, Samaan Jean-Loup..., p. 35.

Premier coût : l'érosion de la souveraineté nationale et la dépendance stratégique. Comme le montre Dorion-Soulié, la présence des bases américaines dans la région ne s'est pas faite à la demande initiale des pays arabes, mais en réaction à des crises régionales (guerre Iran-Irak, invasion du Koweït par l'Irak)³². Autrement dit, ces pays ont progressivement et presque été « contraints » d'accepter cette présence. Mais celle-ci s'est transformée au fil du temps en une dépendance stratégique qui limite leur souveraineté réelle. Toute décision sécuritaire importante dans ces pays nécessite une coordination avec Washington.

Deuxième coût : devenir une « cible facile » dans les conflits régionaux. Les chocs de 2026 ont clairement montré que les bases américaines non seulement ne sont pas dissuasives, mais transforment les pays hôtes en première cible des ripostes défensives iraniennes. C'est ce que la littérature stratégique nomme le « piège de l'hôte » : ces pays paient les frais des guerres des autres.

Troisième coût : la crise identitaire et l'angoisse ontologique. Comme indiqué dans la partie théorique de cet article, les pays hôtes sont confrontés à une « angoisse ontologique »³³ : leur identité islamo-régionale se trouve en contradiction avec leur rôle politique de « facilitateurs des frappes occidentales contre un pays voisin et de même foi ». Cette crise identitaire menace à long terme la légitimité interne de ces régimes. Ces acteurs sont pris entre une « géographie de la foi » et une « géopolitique de la dépendance », paradoxe qui rend leur légitimité historique extrêmement fragile face aux nouvelles générations arabes.

Quatrième coût : l'insécurité économique et la fuite des investisseurs. Le modèle économique des pays hôtes reposait sur la « sécurité et la stabilité géopolitique » pour attirer les investisseurs et les touristes étrangers. La guerre de 2026 a montré la fragilité de cette hypothèse. Les investisseurs étrangers recherchent des régions stables, non des zones exposées aux frappes de missiles et à la fermeture du détroit d'Ormuz.

5.5.2. Les principaux obstacles à cette transition

Malgré les coûts évidents de la sécurité locative, les pays arabes du Golfe se heurtent à trois obstacles majeurs pour modifier leur approche :

Premier obstacle : la dépendance militaire et l'absence d'alternative. Ces pays ne disposent pas d'une capacité militaire indépendante pour assurer leur propre

32. *Op. Cit.*, Dorion-Soulié..., p. 82.

33. *Op. Cit.*, Mitzen Jennifer...

sécurité. Leurs armées nationales sont petites, dépendantes d'équipements américains, et dépourvues d'expérience opérationnelle au niveau de la dissuasion régionale. Sans une alternative sécuritaire claire (de la part de l'Iran ou d'autres puissances comme la Chine et la Russie), sortir du parapluie sécuritaire américain n'est pas sans risque pour eux.

Deuxième obstacle : la méfiance historique envers l'Iran. La rivalité ancienne entre l'Iran et l'Arabie saoudite pour le *leadership* du monde musulman a conduit à ce que toute initiative de foi de Téhéran soit interprétée dans les capitales arabes comme une tentative d'étendre le « croissant chiite » ou l'« hégémonie iranienne ». Cette « perception stéréotypée » empêche les élites du CCG de voir les capacités civilisationnelles de l'Iran comme une opportunité synergique.

Troisième obstacle : la pression américaine et israélienne. Washington et Tel-Aviv n'abandonnent pas facilement leur influence dans la région. Tout mouvement des pays arabes vers l'indépendance sécuritaire se heurtera à des pressions diplomatiques, économiques et même sécuritaires. Les États-Unis, pour préserver leurs bases, exploitent systématiquement la reproduction de l'« irano-phobie ». Pour Washington, toute convergence entre l'Iran et les membres du CCG signifierait la fin de la justification de la présence militaire et la perte d'un vaste marché d'armement. Par conséquent, Washington utilise des outils de sanctions et des pressions politiques pour empêcher la formation de canaux de diplomatie culturelle efficaces.

5.5.3. Les ressources existantes pour un changement progressif de regard

Malgré ces obstacles sérieux, trois ressources importantes permettent d'envisager un changement progressif d'approche des pays arabes :

Première ressource : l'expérience réussie du Qatar en matière de neutralité et de médiation. Comme le note Samaan, le Qatar a toujours adopté « une position neutre entre l'Arabie saoudite et l'Iran »³⁴. Ce pays a montré qu'il est possible, sans sortir complètement du parapluie américain, d'entretenir des relations de travail, voire positives, avec l'Iran. Doha peut servir de modèle pour d'autres pays de la région.

Deuxième ressource : les profondes communautés civilisationnelles et religieuses. Contrairement au récit dominant de la « rivalité Perse-Arabe » ou de « l'opposition Chiite-Sunnite », la réalité du terrain montre qu'il existe de profondes communautés entre l'Iran et les pays arabes du Golfe : la langue persane comme langue culturelle seconde dans beaucoup de ces pays, les rites religieux communs

34. *Op. Cit.*, Samaan Jean-Loup..., p. 28.

(notamment à Bahreïn et parmi les soufis), l'héritage architectural et littéraire partagé, et les liens commerciaux millénaires. Ces communautés peuvent être mobilisées comme « *capital symbolique* » (Bourdieu, 1991) pour redéfinir l'identité régionale.

Troisième ressource : l'interdépendance économique. Les grands projets économiques de la région (*Vision 2030* de l'Arabie saoudite, projets touristiques des Émirats, corridors de transit) ne peuvent être opérationnels sans la coopération de l'Iran. L'Iran n'est pas seulement un marché de 85 millions d'habitants, mais aussi le corridor vital reliant le Golfe persique à l'Asie centrale, au Caucase et à l'Europe. Cette interdépendance économique sera le moteur le plus puissant de la convergence à long terme.

5.5.4. Rôle de la diplomatie culturelle et de foi dans la facilitation de cette transition

Pour sortir de l'impasse actuelle, la « diplomatie culturelle et de foi » est proposée comme une action fondée sur le sens. Cette approche, à l'opposé du réalisme traditionnel, insiste sur la « convergence civilisationnelle ». On peut ici se référer au concept de « don » et d'« échange social » chez Marcel Mauss³⁵. Selon la théorie de « *l'économie du don* » de Mauss, la diplomatie de foi entre l'Iran et ses voisins peut créer une forme d'obligation mutuelle qui dépasse les contrats militaires. Dans ce modèle, la « foi » n'est pas seulement une affaire théologique, mais un terreau pour l'émergence d'un « monde de vie commun » dans lequel la sécurité n'est pas achetée, mais produite. Là où la diplomatie entre l'Iran et les pays du CCG passe d'un mode transactionnel sécuritaire à des liens identitaires et civilisationnels (transformationnel), afin de se prémunir contre les chocs dus au retrait des puissances extrarégionales. Elle peut agir comme un facilitateur de transition, non comme un substitut à la sécurité militaire. Ses fonctions spécifiques sont les suivantes :

Première fonction : réduction progressive de la méfiance. Les échanges universitaires, artistiques et médiatiques peuvent réduire les stéréotypes négatifs et l'irano-phobie. C'est un processus graduel et de long terme, mais sans lui aucune convergence sérieuse n'est possible.

Deuxième fonction : création de canaux informels de dialogue. Dans une situation où la diplomatie officielle est bloquée en raison de l'échec des négociations d'Islamabad, les canaux informels (savants, commerçants, artistes, diaspora) peuvent servir de « ponts de communication ».

35. Mauss Marcel, « Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », dans *L'Année Sociologique*, 2^e série, 1, 1923 (éd. Paris, PUF, 1968, 320 p.).

Troisième fonction : redéfinition de la « menace » et de la « sécurité ». La diplomatie culturelle peut aider les élites et les opinions publiques des pays hôtes à redéfinir la « menace » non pas en Iran, mais dans la dépendance à l'égard des puissances extrarégionales. Comme le montre Badie³⁶, la présence de bases étrangères constitue elle-même une « *humiliation structurelle* » qui porte atteinte à la dignité et à la souveraineté de ces pays.

6. Passage de l'abstraction à l'action : l'institutionnalisme multilatéral comme catalyseur de la diplomatie culturelle

Dans un contexte où l'espace post-2026 est marqué par un « gel stratégique » et par l'échec des négociations officielles (à l'instar de l'expérience d'Islamabad), la diplomatie culturelle, pour sortir de l'impasse de l'abstraction, a besoin de « cadres institutionnels multilatéraux ». Du point de vue de Bertrand Badie, pour surmonter « *l'humiliation structurelle* » issue de la présence étrangère, il faut recourir à des instruments qui, au-delà de la volonté des États interventionnistes, disposent d'une légitimité internationale.

Les évolutions de l'année 2026 ont montré que le modèle de « l'institutionnalisme multilatéral » est la seule solution pour gérer l'espace post-choc. Comme l'indiquent les rapports analytiques du *Crisis Group* (2026) et les perspectives récentes d'Amitav Acharya sur le « *constructivisme régional* »³⁷, l'Iran et le Conseil de coopération du Golfe ont besoin de redéfinir un ordre interne. Ce nouvel ordre, au lieu de reposer sur « l'équilibre des puissances », s'appuie sur la « communauté des intérêts civilisationnels » et sur des structures endogènes de résolution des conflits. Sur cette base, l'opérationnalisation de la diplomatie culturelle et de foi est proposée aux quatre niveaux institutionnels suivants :

6.1. Niveau de l'identification islamique (rôle de l'ICESCO et de la Banque islamique de développement)

Afin de procéder à la « désécritisation » (démarche issue de l'École de Copenhague et des travaux d'Olivier Wæver³⁸) des actions culturelles iraniennes

36. *Op. Cit.*, Badie Bertrand...

37. Acharya Amitav, *Constructing a security community in Southeast Asia: ASEAN and the problem of regional order*, Londres, Routledge, 2014, xiv + 291 p. ; id., *The end of American world order*, Cambridge (UK), Polity Press, 2014, x + 157 p.

38. Wæver Ole, « Securitization and desecritization », dans R. D. Lipschutz (Ed.), *On security*, New York, Columbia University Press, 1995, pp. 46-87.

et de réduire la perception de la menace dans les capitales arabes, l'organisation ICESCO³⁹ joue un rôle clé. Ce processus de désécuritisation constitue en réalité un retour de la « logique de survie » vers une « logique de vie » ; un espace où l'UNESCO⁴⁰ et l'ICESCO, à la place des navires de guerre, redéfinissent les frontières identitaires. L'Iran, en transférant ses initiatives vers cette plateforme, peut faire passer sa diplomatie culturelle de l'étiquette de « projet d'influence bilatérale » à un « programme de sauvegarde de la civilisation islamique ». L'inscription de dossiers patrimoniaux communs (tels que les traditions maritimes et architecturales du Golfe) auprès de l'ICESCO conduit à une reproduction de la « sécurité ontologique » (Mitzen, 2006). Simultanément, l'interaction avec la Banque islamique de développement (BID) pour financer les « corridors de paix verte » consolide le lien entre « foi » et « développement » et oriente les pays hôtes, par le biais d'intérêts économiques institutionnalisés, vers des coopérations endogènes.

6.2. Niveau de la dissuasion douce et de la légitimité mondiale (rôle de l'UNESCO)

Face à la présence militaire du CENTCOM⁴¹, l'utilisation des capacités de l'UNESCO peut transformer la « géographie de la friction » en « sanctuaire civilisationnel ». L'activation de la *Convention de La Haye* de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé⁴², appliquée aux lieux religieux et historiques de la région, crée une couche de dissuasion douce qui accroît considérablement les coûts internationaux et éthiques de toute aventure militaire menée par des forces extrarégionales. Par ailleurs, la définition de projets dans le cadre des « Routes de la soie maritimes » de l'UNESCO⁴³ redéfinit l'identité de la région, la faisant passer d'une « poudrière militaire » à un « nœud culturel mondial ».

6.3. Niveau de la diplomatie technique et maritime (rôle de l'OMI et des centres de coordination régionaux)

Pour invalider la nécessité de la présence de forces extrarégionales sous prétexte de garantir la sécurité maritime, l'Iran doit évoluer vers un « institutionnalisme

39. Organisation du monde islamique pour l'éducation, les sciences et la culture.

40. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

41. *United States Central Command* (commandement central des États-Unis, l'un des onze commandements interarmées et permanents des États-Unis).

42. *Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé*, UNESCO, 1954.

43. UNESCO, *Routes maritimes de la soie : Reconnecter le Golfe par le patrimoine culturel*, Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, 2026.

technique ». Le renforcement du centre de coordination de sauvetage maritime (MRCC) et la coopération avec l'Organisation maritime internationale (OMI) pour établir des protocoles de sécurité maritime endogènes constituent une solution opérationnelle pour passer de la « sécurité locative » à la « sécurité endogène ». Ces coopérations techniques, en raison de leur nature non politique, ont un fort potentiel pour contourner le « gel stratégique ».

6.4. Niveau de la diplomatie des élites et des affaires (institutions professionnelles et parlementaires)

Enfin, l'activation de la Chambre de commerce et d'industrie islamique (ICCI) et de l'Union parlementaire des États membres de l'OCI (PUIC) couvre les couches sociales et économiques de la diplomatie de foi. La création de « conseils d'arbitrage commercial conjoints » et de « comités parlementaires pour la paix », conformément à la théorie du capital symbolique de Bourdieu, génère un réseau de parties prenantes locales (commerçants et élites politiques) qui font automatiquement pression contre les « frictions géopolitiques » et contestent la légitimité de la présence génératrice de tensions des forces étrangères dans la structure de pouvoir des pays hôtes.

Conclusion

Cette recherche a été menée avec l'objectif d'analyser le rôle reconstructeur de la diplomatie culturelle et de foi dans l'atténuation des frictions géopolitiques post-2026. L'analyse des résultats obtenus par l'intégration de l'approche constructiviste, de l'École française et de l'*English School* avec les réalités de terrain du Golfe persique nous conduit à quatre niveaux de conclusions scientifiques-stratégiques :

1. Du dilemme de sécurité à la paix identitaire

La présente recherche a démontré que le dilemme de sécurité dans la région du Golfe persique, qui a tourné pendant des décennies autour de « l'équilibre des puissances », est entré après les chocs de 2026 dans une phase d'angoisse ontologique ». Alors qu'on croyait auparavant que « *les États-Unis sont le seul acteur disposé à assumer les responsabilités sécuritaires dans la région* »⁴⁴, la survenue du choc de 2026 a prouvé que la sécurité locative non seulement n'est pas durable, mais qu'aux moments critiques, elle se transforme elle-même en source de menace. Nos résultats montrent que la diplomatie culturelle, en s'appuyant sur « l'identité commune », est le seul instrument permettant un retour à la « stabilité ontologique » dans la région.

44. *Op. Cit.*, Samaan Jean-Loup...

2. L'efficacité de « l'islam civilisationnel » face au blocage politique

L'une des conclusions clés de cette recherche est la nécessité d'un changement de paradigme, passant d'une « diplomatie religieuse » à une « diplomatie de foi civilisationnelle ». Cette étude a expliqué que, pour sortir de l'impasse des rivalités chiïtes-sunnites, l'Iran doit mettre l'accent sur « l'éthique publique islamique » et les « valeurs abrahamiques ». Ce virage discursif transforme la diplomatie de foi d'un instrument « divisionniste » en un « parapluie fédérateur » qui réduit les sensibilités identitaires de Riyad et d'Abou Dabi et minimise le coût politique d'une coopération avec l'Iran dans l'opinion publique du monde arabe.

3. L'institutionnalisme multilatéral : un pont entre l'abstraction et l'exécution

La présente recherche a montré que, pour surmonter le « gel stratégique », la diplomatie culturelle doit passer des actions bilatérales à un « institutionnalisme multilatéral ». L'utilisation des capacités d'organisations telles que l'ICESCO pour l'inscription du patrimoine commun et l'UNESCO pour la dissuasion douce sort le processus de renforcement de la confiance de l'ombre du politique et lui confère une légitimité internationale. Ce modèle présente les coopérations techniques dans les domaines maritimes (sous l'égide de l'OMI) et les projets de développement (sous l'égide de la Banque islamique de développement) comme les « premières marches » pour parvenir à un système de sécurité endogène.

4. Redéfinition du Conseil de coopération : d'un bloc sécuritaire à une organisation de convergence

La proposition finale de cet article est une relecture de l'expérience de l'Union européenne pour la région. L'horizon 2030 pour le Golfe persique ne réside pas dans des pactes militaires offensifs, mais dans la redéfinition du « Conseil de coopération du Golfe » en une organisation de « convergence civilisationnelle » avec la participation active ou à titre d'observateur de la République islamique d'Iran. Ce changement de fonction transforme la sécurité d'un état « marchand et achetable » à un état « productif et endogène ».

5. Recommandations stratégiques finales

Sur la base des résultats qui précèdent, il est recommandé aux acteurs régionaux :

- 1. De calculer les coûts cachés** : les pays hôtes doivent, dans leurs calculs, réévaluer les coûts croissants de la « sécurité locative » (notamment l'érosion

de la souveraineté nationale et la crise identitaire) par rapport aux bénéficiaires de la « convergence civilisationnelle ».

2. **D'institutionnaliser les coopérations techniques** : donner la priorité aux coopérations non politiques dans le cadre d'agences spécialisées internationales afin de briser la dynamique de gel diplomatique.
3. **De créer un fonds pour le développement du patrimoine commun** : utiliser les capacités des banques de développement islamique pour réhabiliter les ports historiques et les routes maritimes de la soie comme infrastructures d'une paix durable.

En somme, la diplomatie culturelle et de foi a été dépeinte dans cette recherche non pas comme un « idéalisme romantique », mais comme une « nécessité géopolitique ». Dans l'espace asphyxié et gelé de l'après-choc, cette diplomatie est cette « profonde respiration » qui peut transformer la géographie de la peur en géographie de la confiance et préparer le terrain à une paix qui germe non du canon des fusils, mais des racines profondes et communes de la civilisation.

Les résultats de cette recherche montrent que l'ordre sécuritaire dans le Golfe persique, après le passage des chocs structurels de l'année 2026, ne peut plus être expliqué par les modèles classiques réalistes. L'analyse du concept de « sécurité locative » en contrepoint des vues de Bertrand Badie a prouvé que la simple dépendance au parapluie sécuritaire vacillant des États-Unis n'a pas conduit à la stabilité, mais a au contraire suscité une forme « d'anomie régionale » et un sentiment d'humiliation structurelle parmi les acteurs. La proposition finale de cet article est de substituer au modèle transactionnel le paradigme de la « convergence civilisationnelle » sur le socle de la diplomatie de foi. Dans ce nouveau modèle, l'Iran et les pays membres du CCG peuvent, en s'inspirant du concept d'« *échange social* » (le Don) chez Marcel Mauss (1923), redéfinir la sécurité non comme une marchandise à acheter, mais comme un « engagement mutuel identitaire ». C'est seulement à cette condition que l'on peut parler d'un « ordre endogène » qui possède une résilience structurelle face aux fluctuations de la politique étrangère des puissances extrarégionales et qui empêche l'effondrement de l'identité nationale et régionale dans les turbulences géopolitiques. ■

Bibliographie :

-
- Acharya Amitav, *Constructing a security community in Southeast Asia: ASEAN and the problem of regional order*, Londres, Routledge, 2014, xiv + 291 p.

- Acharya Amitav, *The end of American world order*, Cambridge (UK), Polity Press, 2014, x + 157 p.
- Badie Bertrand, *L'impuissance de la puissance : Essai sur les nouvelles relations internationales*, Paris, Fayard, 2004, 240 p.
- Badie Bertrand, *Le temps des humiliés : Pathologie des relations internationales*, Paris, Odile Jacob, 2014, 250 p.
- Balzacq Thierry, « A theory of securitization: Origins, core assumptions and variants », dans *Securitization Theory : How Security Problems Emerge and Dissolve*, Londres & New York, Routledge, 2011, 272 p.
- Balzacq Thierry, Charillon Frédéric, Ramel Frédéric, *Diplomatie globale : Introduction à la théorie et à la pratique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, 398 p. (original en anglais sous le titre *Global diplomacy: An introduction to theory and practice*, Palgrave Macmillan).
- Bourdieu Pierre, *Language and symbolic power*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 1991.
- Bull Hedley, *The anarchical society: A study of order in world politics*, Londres, Macmillan, 1977, 335 p.
- Buzan Barry, Wæver Ole, *Regions and powers: The structure of international security*, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2003, 564 p.
- *Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé*, UNESCO, 1954.
- Dehghani Firouzabadi Seyed Jalal, *Théories et métathéories en relations internationales* [Persan], SAMT, 2023.
- Dorion-Soulié M., « Les États-Unis comme puissance moyen-orientale : brève histoire du CENTCOM », dans *20/21, Revue d'histoire*, N° 153, pp. 79-89.
- International Crisis Group, *The post-2026 Gulf: From military shock to strategic freeze*, Middle East Report N° 284, 2026.
- Johnston Douglas (ed.), *Faith-based diplomacy: Trumping realpolitik*, Oxford & New York, Oxford University Press, 2003, 270 p.
- Mauss Marcel, « Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », dans *L'Année Sociologique*, 2^e série, 1, 1923 (éd. Paris, PUF, 1968, 320 p.).
- Mitzen Jennifer, « Ontological security in world politics: State identity and the security dilemma », dans *European Journal of International Relations*, Vol. 12, N° 3, 2006, pp. 341-370.
- Roy Olivier, *Globalized Islam: The search for a new Ummah*, New York, Columbia University Press, 2004, 349 p.
- Samaan Jean-Loup, « Les États-Unis dans le Golfe persique : la realpolitik d'Obama à l'épreuve ? », dans *Hérodote*, N° 149, 2013/2, pp. 22-36.
- Simbar R., « Évolution de la diplomatie religieuse et de foi au XXI^e siècle » [Persan], dans *Revue trimestrielle de politique étrangère*, 2025.
- UNESCO, *Routes maritimes de la soie : Reconnecter le Golfe par le patrimoine culturel*, Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, 2026.
- Wæver Ole, « Securitization and desecuritization », dans R. D. Lipschutz (Ed.), *On security*, New York, Columbia University Press, 1995, pp. 46-87.

- Wendt Alexander, *Social theory of international politics*, Cambridge (UK) & New York, 1999, 429 p.
- Yin Robert K. *Case study research and applications: Design and methods* (6th éd.), Thousand Oaks (California), Sage Publications, 2018, 319 p.